

et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires ; Art. 3 : *Amendement de M. René Mayer tendant à faire nommer aux emplois supérieurs par décret* [5 octobre 1946] (p. 4675) ; Art. 31 : *Amendement de M. Pineau tendant à supprimer la prime de rendement* (p. 4683) ; *Son article additionnel 124 bis tendant à la consultation des commissions administratives paritaires* (p. 4704) ; *Ses observations sur l'ensemble* (p. 4709).

DENAI (M. Joseph), Député du département de la Seine (2^e circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

Dépôts :

Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ajourner l'application et à effectuer la révision de l'ordonnance du 4 octobre 1945 relative à l'organisation de la sécurité sociale, **n° 49**. — Le 26 juin 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer le respect de la loi dans la composition du Conseil d'administration des Charbonnages de France, **n° 50**. — Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires prisonniers de guerre ou déportés politiques, **n° 158**. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les veuves de guerre de tous impôts et taxes frappant spécialement les célibataires, **n° 165**. — Le 23 juillet 1946, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 2 de la loi 45-015 du 2 décembre 1945 sur la nationalisation de la Banque de France, **n° 221**. — Le 23 juillet 1946, une proposition de loi tendant à valoriser la médaille coloniale, **n° 227**. — Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à instituer au profit des mères de famille nombreuse une retraite proportionnelle au nombre de leurs enfants, **n° 258**. — Le 25 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables pour assurer aux Français des locaux

d'habitation, **n° 259**. — Le 25 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer de manière équitable les réparations dues pour réquisition immobilière effectuée par ou pour l'ennemi, **n° 260**. — Le 1^{er} août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer des Chambres départementales du travail, **n° 322**. — Le 1^{er} août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à substituer, à la carte d'électeur, le livret électoral, **n° 323**. — Le 2 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'indépendance des fonctionnaires, **n° 367**. — Le 2 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente des immeubles par appartements, **n° 368**. — Le 6 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer des règles équitables pour la réparation des dommages causés aux immeubles par faits de guerre, **n° 380**. — Le 6 août 1946, une proposition de loi relative aux activités des étrangers admis en France comme travailleurs salariés, **n° 381**. — Le 6 août 1946, une proposition de loi tendant à alléger les charges fiscales des rentiers viagers, des retraités et des petits propriétaires, **n° 382**. — Le 6 août 1946, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt de solidarité les redevables sexagénaires non assujettis à l'impôt général sur le revenu, **n° 397**. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des facilités de voyage aux familles des morts pour la France, **n° 478**. — Le 20 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mutilés des deux guerres des réductions de tarif sur les lignes de navigation aérienne, **n° 481**. — Le 27 août 1946, une proposition de loi tendant à assurer l'exercice du droit de réponse, **n° 587**. — Le 27 août 1946, une proposition de loi tendant à instituer un régime électoral qui concilie le libre choix des élus avec la représentation proportionnelle, **n° 588**. — Le 29 août 1946, une proposition de loi tendant à abroger toutes dispositions contraires à l'article 67 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions de guerre, **n° 626**. — Le 5 septembre 1946, une proposition de loi tendant à retarder de six mois la date limite prévue par l'ordonnance du 14 novembre 1944 portant pre-

mière application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 675. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à la revision de certains prix de vente de fonds de commerce, n° 830. — Le 18 septembre 1946, une proposition de loi tendant à fixer sur des bases nouvelles la rémunération de l'Etat, du capital et du travail dans les entreprises constituées en la forme de sociétés anonymes, n° 861. — Le 20 septembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter les mesures fiscales prises en faveur des personnes économiquement faibles, n° 949. — Le 21 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter à 65 ans la limite normale de la vie active, n° 978. — Le 2 octobre 1946, une proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles il sera procédé aux élections municipales dans toutes les communes de France, n° 1171.

Interventions :

Son rapport, au nom du 7^e bureau, sur les opérations électorales du département des Basses-Pyrénées [12 juin 1946] (*A.*, p. 2518); — Sa demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer aux épargnants, rentiers viagers, petits propriétaires et généralement à toutes personnes économiquement faibles, une équitable contrepartie des avantages consentis à la population active [23 juillet 1946] (p. 2778); est entendu sur la fixation de la date de la discussion [26 juillet 1946] (p. 2821). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés : *Discussion générale* [26 juillet 1946] (p. 2829); — de projets de loi tendant à établir la Constitution de la République française : PRÉAMBULE : *Son amendement au 4^e alinéa* [28 août 1946] (p. 3369); *Soutient l'amendement de M. Bergasse au 8^e alinéa* (p. 3371); DU CONSEIL DES MINISTRES, Art. 30; *Amendement de M. Bastid* [4 septembre 1946] (p. 3531); Art. 35 : *Amendement de M. Coty* [5 septembre 1946] (p. 3557); DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, Art. 76 : *Son amendement au premier alinéa* [10 septembre 1946] (p. 3599); — d'une proposition de loi tendant à faire approuver la loi électorale par voie de refe-

rendum : *Ses observations lors des explications de vote* [10 septembre 1946] (p. 3580); — du projet de loi relatif à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles : *Discussion générale* [10 septembre 1946] (pp. 3584 et suiv.); Art. 2 : *Ses observations* [11 septembre 1946] (p. 3625); Art. 11 : *Son amendement sur les ressources du titulaire* (p. 3634); Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 3639); Art. 17 bis : *Contre la disjonction de l'article* (p. 3643). — Son opposition au vote sans débat du projet de loi inscrivant l'école centrale des arts et manufactures au nombre des écoles nationales d'enseignement technique [20 septembre 1946] (p. 3913). — Participe à la discussion : de propositions de loi relatives à l'élection des membres de la Chambre des députés : *Discussion générale* [23 septembre 1946] (p. 3945); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Art. 34 ter nouveau : *Ses observations* [25 septembre 1946] (p. 4037); Art. 168 : *Son amendement* [26 septembre 1946] (p. 4090); Art. 168 quater : *Son amendement* (p. 4091); — d'une proposition de loi étendant aux élections de 1946 les inéligibilités prévues pour les élections de 1945; Art. unique : *Ses explications de vote sur l'amendement de Mme Brossolette* [4 octobre 1946] (p. 4576).

DENIAU (M. Roger), Député du département de la Seine (5^e circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (*A.*, p. 2532). — Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [26 juin 1946] p. 2555; de la Commission des territoires d'outre-mer (ibid.).

Dépôt :

Le 4 octobre 1946, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-239 du 11 octobre 1945 sur le relèvement, n° 1213.

Interventions :

Son rapport, au nom du 3^e bureau, sur les opérations électorales du département du Gard